

La crise de l'euro

La zone euro s'accorde sur un modèle inédit d'aide à la Grèce

La décision, voulue par Berlin, d'un recours possible au FMI en plus des prêts bilatéraux, est un camouflet pour la Banque centrale européenne

Bruxelles
Bureau européen

La volte-face contrainte de Jean-Claude Trichet en dit long sur l'ambiance. La zone euro avait à peine adopté un mécanisme de soutien à la Grèce négocié de haute lutte que le président de la Banque centrale européenne (BCE) s'est dit « satisfait » d'un accord sobriement qualifié de « fonctionnel ». Pour lui, les Etats ont « pris leurs responsabilités ». Inédit dans l'histoire de la zone euro, le plan se compose de prêts bilatéraux, mais aussi de crédits du Fonds monétaire international (FMI), une perspective présentée comme une « humiliation » par M. Trichet depuis le début de la crise grecque.

En réalité, M. Trichet a fait le service minimum pour soutenir le compromis forgé par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. Depuis des jours, agacé par la tournure des événements, le patron de la BCE, garant de la stabilité de l'euro, met en garde contre le recours au fonds piloté depuis Washington pour régler un problème interne :

**Une aide considérée
« comme ultime recours »**

Les ultimes modalités techniques et le calendrier d'une aide éventuelle à la Grèce seront précisés ultérieurement. « Ce mécanisme, en complément du financement du FMI, doit être considéré comme un ultime recours, ce qui signifie en particulier que le financement par les marchés est insuffisant », précisent les pays de la zone euro. Le dispositif ne sera pas déployé avant la prochaine période critique : l'émission de nouvelles obligations grecques, pour une vingtaine de milliards d'euros, d'ici à la fin mai. La charge sera répartie entre les Etats de la zone euro, en fonction de la formule de calcul du capital de la BCE, qui tient compte à la fois de la prospérité et de la population des Etats membres : la contribution allemande sera donc plus importante que celle de la France.

« Si le Fonds monétaire international ou une quelconque instance que ce soit exerce à la place de l'Eurogroupe, à la place des gouvernements, leur responsabilité, c'est évidemment très très mauvais », a-t-il encore lâché dans un entretien enregistré un peu avant les ultimes tractations pour la chaîne Public Sénat.

**Les Européens
apporteraient environ
deux tiers du plan,
le Fonds monétaire
international,
le tiers restant**

Jeudi, les dirigeants de la zone euro, qui se déchiraient depuis des jours au sujet du malade grec, n'ont pas suivi les conseils de M. Trichet. Une grande première depuis le début de la crise financière. Entre M^{me} Merkel et M. Sarkozy, la cause est même vite entendue.

Après deux heures de tête à tête, le président français se rallie définitivement à l'idée de laisser

le FMI intervenir, contre la promesse de la chancelière allemande de signer un chèque, si besoin.

M. Sarkozy obtient que l'enveloppe soit « majoritairement » financée par les prêts européens, le FMI apportant une contribution « substantielle », comme exigé par M^{me} Merkel.

Le plan doit permettre de voler au secours d'Athènes, ou de tout autre pays en proie à des difficultés « très sérieuses ». Georges Papandréou, qui s'impatientait, est rassuré : « L'Europe et la Grèce sortent plus fortes de cette crise », juge le premier ministre grec.

Par ailleurs, la chancelière pousse son avantage sur une autre des conditions qu'elle a posées pour bouger : elle empêche un accord de principe pour durcir la discipline budgétaire de l'Union, tandis que M. Sarkozy se targue de voir son idée de « gouvernement économique » mentionnée dans l'accord final afin de renforcer la coordination au sein des Vingt-Sept.

Un groupe de travail doit faire des propositions en ce sens d'ici à la fin de l'année : meilleure prévention des dérapages et sanctions

La participation du FMI marque son retour en force

UNE CONSÉCRATION ? Appelé à participer au mécanisme d'aide à la Grèce, le Fonds monétaire international (FMI) prouve qu'il est désormais devenu incontournable. L'organisation pilotée depuis 2007 par Dominique Strauss-Kahn était déjà intervenue de concert avec l'Union européenne (UE) en Roumanie, Hongrie et Lettonie, trois membres des Vingt-Sept. Mais jamais son assistance n'avait encore été sollicitée pour un Etat de la zone euro.

C'est une nouvelle étape dans le retour en grâce d'une institution qu'on disait moribonde, en panne d'argent et de légitimité, il y a quelques années à peine, avant qu'éclate la crise financière.

A plusieurs reprises ces derniers mois, M. Strauss-Kahn avait indiqué être prêt à participer au sauvetage des finances grecques. Il

estimait que l'UE n'avait ni la vocation, ni les techniques, et surtout ni les fonds nécessaires pour aider la Grèce à passer ce cap difficile. Le FMI, dont il a porté les ressources prêtables de 260 à 850 milliards de dollars, était, selon lui, seul capable de mobiliser les énormes sommes propres à calmer les marchés et éviter au pays de se trouver en défaut de paiement.

« Grand méchant loup »

Les dirigeants de la zone euro s'y sont longtemps opposés mordicus. Question de souveraineté et de crédibilité. Mais leur incapacité à s'entendre les ont finalement incités à changer leur fusil d'épaule, Allemagne en tête.

La répartition de l'effort dans le dispositif élaboré pour venir en aide à Athènes n'a pas été précisée. Mais on estime que le Fonds



Nicolas Sarkozy, entouré d'Herman Van Rompuy (à gauche), président du Conseil européen, et de Georges Papandréou, premier ministre grec, à Bruxelles, jeudi 25 mars. YVES HERMAN/REUTERS

seront à l'ordre du jour. Le compromis franco-allemand sera entériné un peu plus tard à l'unanimité lors d'un sommet des dirigeants de la seule zone euro, présidé par Herman Van Rompuy.

Le président du conseil, qui a joué ces derniers jours les intermédiaires en compagnie de celui de la Commission, José Manuel Barroso, apporte lui aussi sa bénédiction au mécanisme. Pour lui, cré-

deux du FMI et prêts bilatéraux seront actionnés « simultanément ».

En fait, aucun calendrier n'a été présenté, ni aucun montant annoncé. Le compromis ne précise pas non plus le rapport de force entre le FMI et la zone euro. D'après plusieurs délégations, les Européens apporteraient environ deux tiers du plan, le Fonds monétaire, le tiers restant. De source offi-

cieuse, le dispositif pourrait ainsi représenter au total entre vingt et trente milliards d'euros.

Surtout, il n'est pas non plus exclu que le FMI soit le premier à intervenir, en raison de la complexité du déboursement des prêts européens : à la demande de M^{me} Merkel, il est entendu que le mécanisme de soutien de la zone euro ne serait déclenché qu'en « dernier recours ».

La décision sera de surcroît prise à l'unanimité de l'eurogroupe sur la base d'une évaluation de la Commission et de la Banque centrale européennes. Les versements à la Grèce, ou à tout autre pays soumis à un « très fort stress » sur les marchés, seront assortis de conditions rigoureuses.

« La zone euro prend son destin en main », a plaidé M. Sarkozy devant la presse. Pour l'entourage du président français, ce dispositif doit avant tout dissuader toute spéculation contre la Grèce. « Je suis confiant dans le fait que le mécanisme décidé aujourd'hui n'aura normalement pas à être activé, et que la Grèce va progressivement regagner la confiance des marchés », a assuré Jean-Claude Trichet, en fin de soirée. Pour lui, le modèle, désormais, c'est l'Irlande, qui met elle aussi en œuvre un plan drastique d'économies sans le moindre soutien extérieur. Une façon d'éviter l'assistance financière du FMI ? ■

Philippe Ricard

devrait assumer un tiers de ce plan estimé entre 20 et 30 milliards d'euros. Il pourrait aussi être appelé à intervenir en premier pour débloquer les crédits.

Pour l'Union européenne, le recours au FMI peut sembler un déshonneur. A certains égards, il constitue néanmoins un soulagement, non seulement financier, mais aussi « psychologique ». L'UE n'a pas l'habitude d'affronter l'impopularité des thérapies de choc et pourrait céder aux manifestations de rues à Athènes. Le Fonds, au contraire, n'aura pas peur de jouer de sa réputation de « grand méchant loup » pour aider le gouvernement grec à imposer des sacrifices à sa population.

Vendredi 26 mars, la presse grecque exprimait ses craintes. Le quotidien de gauche *Eleftherotypia* évoquait le « récit du FMI », s'in-

Marie de Vergès

Le Portugal prévoit une cure d'austérité et un vaste plan de privatisations

Le gouvernement socialiste de José Socrates espère obtenir 6 milliards d'euros de son désengagement de dix-huit entreprises publiques

Madrid
Correspondant

Le plan de rigueur que le gouvernement portugais s'apprête à adresser à Bruxelles sera-t-il de nature à rassurer la Commission européenne, et surtout les marchés financiers, inquiets de voir la crise de confiance se propager de la Grèce au Portugal ?

Bien que rien ne l'y obligeait, le chef du gouvernement socialiste, José Socrates, a tenu à faire adopter par le Parlement, jeudi 25 mars, une « motion de soutien » à son « programme de stabilité et de croissance » (PEC) dont les grandes lignes avaient été dévoilées les 8 et 15 mars.

Le Parti socialiste, qui gouverne sans majorité absolue depuis septembre 2009, considérait cette motion comme « essentielle » pour donner de la crédibilité à la politique qu'il compte mener afin de réduire le déficit public de 9,3% du produit intérieur brut (PIB) l'an dernier à 2,8% du PIB en 2013.

Le ministre des finances, Fernando Teixeira dos Santos, souhaitait « un soutien sans équivoque ». Il n'aura finalement obtenu qu'un soutien minimal, grâce à l'abstention « au nom de l'intérêt national » du Parti social-démocrate (PSD,

centre droit), le principal parti d'opposition.

Membre du PSD, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, de passage à Lisbonne à la mi-mars, avait qualifié le plan quadriennal de « crédible, ambitieux mais réalisable » et appelé à « un consensus national aussi large que possible (...) afin d'en renforcer la crédibilité ».

**« Les perspectives de
reprise économique
sont plus faibles pour
le Portugal que pour
les autres membres
de la zone euro »**

Agence de notation Fitch

Le reste de la droite portugaise a voté contre, en raison notamment des hausses d'impôts prévues pour les revenus les plus élevés et de la suppression de certains avantages fiscaux.

La cure d'austérité annoncée passe mal auprès des syndicats et des partis de gauche. Ces derniers rejettent en bloc un plan jugé « libéral » et annonciateur d'une « tragédie sociale ». Afin de réduire la dépense publique, le PEC prévoit

un gel des salaires des fonctionnaires pendant quatre ans ; le remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ; le plafonnement des aides sociales et la suppression de certaines mesures prises en 2009 pour l'emploi des jeunes et les chômeurs de longue durée. De grands investissements publics, comme la ligne de TGV devant relier Lisbonne à Porto, puis Vigo (Espagne), ont été ajournés.

Au chapitre des recettes nouvelles, le gouvernement a annoncé un vaste plan de privatisations qui devrait rapporter quelque 6 milliards d'euros, dont 1,2 milliard dès cette année. D'ici à 2013, l'Etat envisage de se désengager, totalement ou partiellement, de dix-huit entreprises des secteurs de l'énergie, des transports et des services. La BPN, une banque d'investissement nationalisée en urgence pendant la crise financière, devrait être l'une des premières à être privatisée.

Les analystes de la banque BPI ont jugé le plan « prudent et équilibré ». Mais de nombreux observateurs doutent qu'un gouvernement instable comme celui de M. Socrates puisse mener à son terme une politique aussi rigoureuse. D'autant qu'un effort important a

déjà été demandé aux Portugais entre 2005 et 2008 pour ramener le déficit public de 6,1% du PIB à 2,7%.

Tout en estimant, elle aussi, le plan portugais « globalement crédible », l'agence de notation Fitch a d'ailleurs abaissé, mercredi

24 mars, son évaluation de la dette à long terme du Portugal de AA à AA-. Fitch considère que « si le Portugal n'a pas été affecté outre mesure par la crise mondiale, les perspectives de reprise économique sont plus faibles que pour les autres membres de la zone euro, ce qui va

peser sur ses finances publiques ».

La décision de l'agence de notation a provoqué aussitôt une baisse des Bourses portugaise et espagnole, dénotant le scepticisme des marchés à l'égard des économies de la péninsule ibérique. ■

Jean-Jacques Bozonnet

du 19 au 29 mars les
TENTATIONS
10 jours de prix sur toutes les nouveautés

rochebobois
www.roche-bobois.com

PARIS 3, 92, 94, 96, 98, bd de Sébastopol (10h à 19h, le samedi de 10h à 19h30) • PARIS 12, 10, 14, 16, 18, rue de Lyon (10h à 19h30) • PARIS 7, 193, 197, 207, 213, bd St-Germain • PARIS 9, Lafayette Maison* 35, bd Haussmann (nocturne le jeudi) • PARIS 17, 52, av. de la Gde Armée - 5, rue Denis Poisson. À PARIS, SERVICE VOITURIER LES SAMEDI 27 ET DIMANCHE 28/03 (SAUF*) • ATHIS-MONS, RN 7 - 12-18, av. F. Mitterrand • CHEVREUSE, 90, rue Porte de Paris • COIGNIERES, RN 10 • DOMUS C. CIAL/ROSNY S/BOIS, 16, rue de Lisbonne • MAISONNEMENT C. CIAL/BOISSÉNIART, ZAC de la Plaine du Moulin à Vent - Cesson • MONTIGNY-LES-C, RN 14 - 17, 21, bd V. Bordier • MONTLHERY, RN 20 - La Ville Du Bois • ORGEVAL, RN 13 • SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS, ZAC de la Croix Blanche - Rue Hurepoix • SURESNES, 33, 39, bd H. Sellier • VAL D'EUROPE C. CIAL/SERRIS, 1, cours de la Garonne • VERSAILLES, 6, rue au Pain (Place Du Marché). Dans tous les magasins Roche Bobois de France participant à l'opération. Liste des magasins : N° vert 8 000 99 52 45. TOUS LES MAGASINS SONT OUVERTS LE DIMANCHE 28/03 (SAUF*).

La fragilité de la reprise inquiète les pouvoirs publics

Malgré l'avertissement de Bruxelles, la France ne veut pas amplifier cette année les restrictions budgétaires

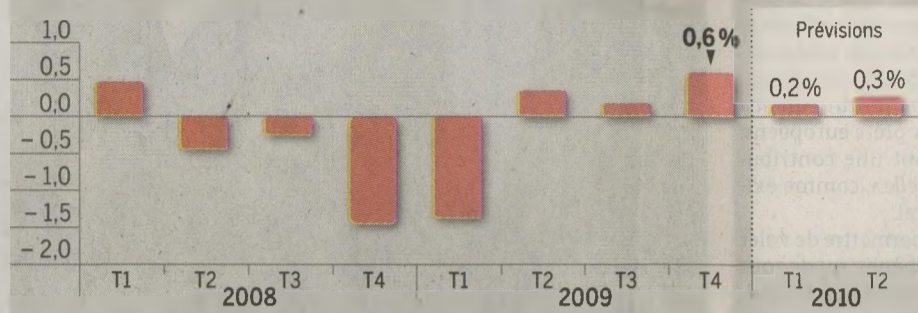
L'abandon de la taxe carbone ne s'explique pas seulement par le souci de François Fillon de ménager sa majorité parlementaire. Ou par le torpillage du Medef que la secrétaire d'Etat à l'écologie, Chantal Jouanno, a dénoncé avec fougue. Il est dû, pour une très large part, aux inquiétudes de l'exécutif sur la situation économique. Ne rien faire qui puisse affaiblir les entreprises françaises exposées à la concurrence et fragiliser la reprise : telle est l'obsession de l'Elysée et du gouvernement en ce printemps 2010 décrit comme très maussade par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Sa dernière note de conjoncture, rendue publique jeudi 25 mars, n'est pas de nature à rassurer les pouvoirs publics. Elle prévoit une reprise « sans tonus », « hésitante », et donne quelque crédit aux hypothèses de travail de nombreux économistes : une sortie de récession relativement précoce en France, à l'été 2009, suivie d'une entrée dans une période de croissance faible, scénario redoutable s'il durait.

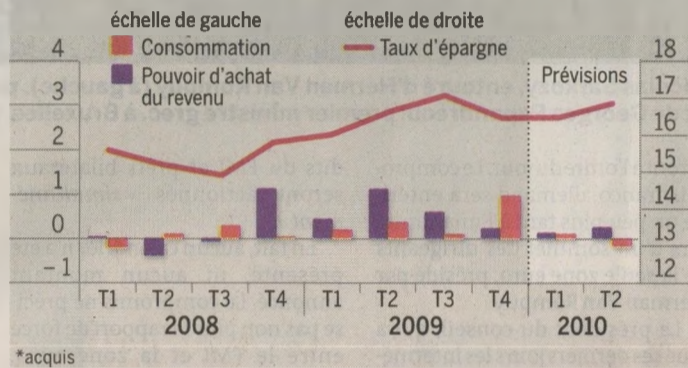
L'Insee, qui ne se projette pas si loin, se contente d'annoncer une progression du produit intérieur brut (PIB) de +0,2% au premier trimestre 2010 et de +0,3% au second, au lieu des +0,4% et des +0,3% prévus en décembre. A la mi-2010, l'acquis de croissance serait ramené de 1,1% à 1%. Même limitée, cette révision à la baisse risque de relancer les craintes de Bruxelles. Le 17 mars, la Commission européenne avait critiqué le caractère « très optimiste » des prévisions de croissance retenues par le gouvernement Fillon (+2,5%) pour les années 2011 à 2013. Elle

Inquiets, les ménages privilégient l'épargne

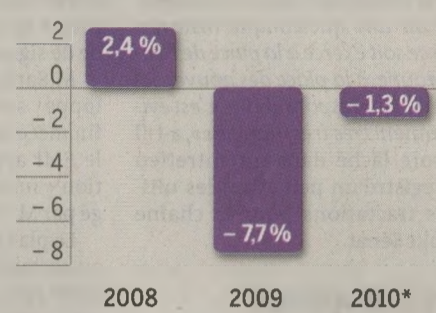
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB



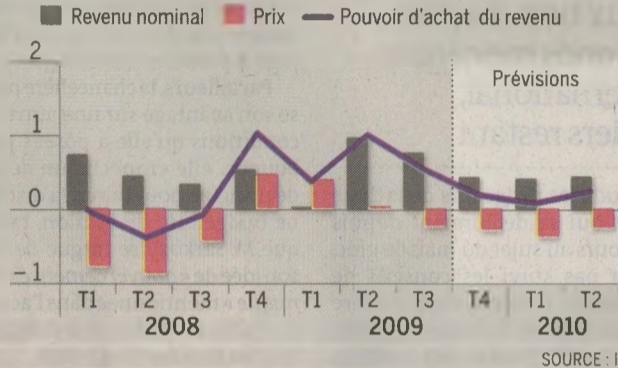
CONSOMMATION DES MÉNAGES ET REVENU, en %



INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES



GAINS DE POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES, en %



*acquis

SOURCE : INSEE

avait déploré, en termes assez vifs, l'incapacité récurrente de la France, championne du monde de la dépense publique, à tenir ses engagements en matière de redressement des finances publiques. La stratégie française « ne laisse aucune marge de sécurité si la situation économique évolue moins bien que prévu », avait-elle ajouté.

Le rappel à l'ordre de Bruxelles ne semble pas de nature à faire évoluer la position de la France, ni à infléchir sa politique macroéconomique, au lendemain de la défaite de la droite aux élections régionales. C'est parce qu'ils ont

jugé la situation économique de 2010 pas très bonne, que la zone euro, le G20, le G8 ont décidé de ne pas entamer la consolidation budgétaire, c'est-à-dire de ne pas s'attaquer au redressement de leurs comptes publics, avant 2011.

Dans l'esprit des dirigeants français, cette décision est plus fondée que jamais. La fragilité de la reprise ne plaide pas pour un tour de vis supplémentaire sur la dépense publique dès cette année. Et si la croissance n'était pas au rendez-vous en 2011, c'est bien l'ensemble de son scénario d'assainissement que la France reverrait. Le déficit

public, qui s'élève à 7,9% du PIB, ne pourrait être alors ramené dans les clous du pacte de stabilité et de croissance, c'est-à-dire sous la barre des 3% du PIB dès 2013.

Pour l'heure, les pouvoirs publics français n'en sont pas là. Ils campent sur leurs prévisions. Alors que la consommation des ménages, principal moteur de la croissance française ces dernières années, vient de reculer pour le deuxième mois consécutif et que l'investissement des entreprises peine à retrouver ses niveaux d'avant la récession, le pragmatisme reste de mise.

Devant la persistance de la crise, le patronat, Medef en tête, vient de demander la reconduction de certaines aides décidées dans le cadre du plan de relance pour soulager les difficultés de trésorerie des entreprises. Il ne devrait pas avoir trop de problèmes pour se faire entendre. Largement utilisé en 2009, le chômage partiel sera encore cette année pour favoriser, autant que possible, le maintien dans l'emploi.

Quant aux modalités du redressement des comptes publics, auquel va s'atteler le nouveau ministre du budget, François

Baroin, elles devraient être précisées lors de la deuxième conférence sur les déficits qui a été reportée à la mi-mai – au plus tôt – en raison du remaniement gouvernemental. Les différents groupes, qui planchent sur l'état des finances publiques, sur leur gouvernance, sur la maîtrise des dépenses publiques sociales et locales, continuent leurs travaux.

L'idée qu'il y a des limites à la baisse du nombre des fonctionnaires d'Etat fait son chemin

La doctrine de l'Elysée, elle, n'a pas varié : non à l'augmentation des impôts dans un pays qui a le niveau de prélèvements obligatoires le plus élevé de l'OCDE, ce qui n'empêchera pas la remise en cause de certaines niches fiscales, priorité à la baisse de la dépense publique et à la réforme des retraites.

Dans ce contexte, la réduction du nombre des agents de l'Etat devrait toujours figurer dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2011. Mais l'Etat y a déjà beaucoup contribué en appliquant – de manière non uniforme d'ailleurs – la « règle » du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. La tentation est donc d'accroître la pression sur les collectivités locales. L'idée qu'il y a des limites à la baisse du nombre des fonctionnaires de l'Etat fait son chemin. Sage « découverte » à l'heure où va s'engager la réforme des retraites. ■

Claire Guélaud

La consommation des ménages fléchit, la croissance faiblit

L'INSEE a présenté, jeudi 25 mars, une note de conjoncture qui n'incite guère à l'optimisme. Intitulée « Une demande sans tonus en Europe », elle relativise l'embellie

du quatrième trimestre 2009 dans les économies avancées et souligne le caractère « terne », au mois de février, des enquêtes sur le climat des affaires dans la zone euro.

La France ne fait pas exception à la règle : la reprise y sera « sans tonus » et « hésitante ». Les prévisions de progression du produit intérieur brut (PIB) pour les deux premiers trimestres de 2010, légèrement revues à la baisse, sont de +0,2% et +0,3%. Une croissance faible, à l'image de la demande intérieure. Le moral des ménages en mars est à l'unisson : il continue de se détériorer.

L'investissement des entreprises peine à repartir. En 2009, il était en chute libre (-7,7%). Au premier semestre de 2010, il se redresserait tout en restant négatif (-1,3%). Au début 2010, observe l'Insee, les chefs d'entreprise hésitent toujours à se lancer dans de nouveaux projets d'investissement. « Faute de visibilité sur leurs carnets de commandes, ils ont plus de difficulté à investir et moins de volonté d'embaucher », résume un des responsables de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME). Les capacités de production resteraient sous-utilisées. Les exportations se replieraient. La production ralentirait à +0,3% après +0,6% au quatrième trimestre 2009 : l'activité serait moins soutenue dans l'industrie, mais aussi dans les services marchands.

Manque de ressort

Faute d'une reprise plus solide, la situation du marché du travail resterait très préoccupante. Début 2010, le taux de chômage continuerait d'augmenter mais moins fortement qu'un an plus tôt. Il atteindrait 9,8% en France métropolitaine à la mi-2010 (10,2% y compris DOM), soit 0,2 point de plus que fin décembre 2009. Le nombre de destructions nettes d'emplois s'élèverait à 74 200 au premier semestre.

Confrontés à un chômage massif et au net ralentissement de leur pouvoir d'achat, les ménages – du

moins ceux qui le peuvent – reconstitueraient leur bas de laine. Leur taux d'épargne remonterait à 16,8% à la mi-2010.

Du coup, la consommation des ménages, qui a été ces dernières années le principal moteur de la croissance française, fléchirait nettement : après une stagnation au premier trimestre, elle reculerait de 0,2% au second. Sa résistance en 2009 devait beaucoup à la prime à la casse, dont le montant a été réduit début 2010. Quant à l'investissement en logement des ménages, il est loin d'avoir retrouvé ses niveaux d'avant la récession. Sa baisse, qui a débuté en 2008 et s'est creusée à -8,1% en 2009, s'atténuerait progressivement à -5,6% à la mi-2010.

La demande intérieure, du côté des entreprises comme des ménages, manquant de ressort, D'autant que, dans le sillage du commerce mondial, la demande étrangère adressée à la France ralentirait quelque peu à l'horizon de la mi-2010 pour revenir à sa croissance moyenne. Après avoir fortement reculé en 2009 (-11,2%), les exportations présenteraient tout de même à la mi-2010 un acquis de croissance nettement positif (+3,4%).

Les prévisions présentées dans la note de mars 2010 sont, comme d'habitude, soumises à un certain nombre d'aléas haussiers ou baissiers. L'Insee observe ainsi que l'impulsion en provenance des économies émergentes pourrait être plus forte que prévu et « fournir un surcroît de croissance externe aux économies avancées ». A contrario, il estime qu'une rechute de l'immobilier reste possible, y compris en France. Ce qui ne manquerait pas de peser sur l'activité dans la construction et qui pourrait affecter la confiance des ménages. ■

C. Gu.

Le pouvoir d'achat ralentit nettement

En 2009, le pouvoir d'achat des ménages a augmenté de 2,2%, après +0,7% en 2008. Ce dynamisme, surprenant en période de récession, s'explique notamment par le repli de l'inflation. Les stabilisateurs automatiques et les mesures du plan de relance et du sommet social de février 2009 ont aussi amorti l'impact de la crise. Au premier

semestre 2010, en revanche, le redressement des revenus d'activité ne compenserait pas la hausse des prélèvements fiscaux – contrecoup des baisses de 2009 –, la décélération des prestations sociales et l'inflation. Le pouvoir d'achat ralentirait pour arriver à +0,3% en moyenne semestrielle, après +1,2% au second semestre 2009.

LDM FILMS
Remerciez les 2 millions de visiteurs venus participer au projet
LETEMPSPRESSE
www.youtube.com/letempspresse
www.letempspresse.org

VOIR 8 courts métrages de 8 grands réalisateurs

AGIR avec 8 ONG en soutenant 8 actions concrètes de solidarité

VOIR LE FILM, C'EST AUSSI AGIR !

Le long métrage "8" est disponible en VOD sur **PLAY** **STV** **meo**

Sortie du coffret DVD SEPTEMBRE 2010

Les producteurs, Marc Oberon & Lissandra Haulica remercient ceux qui ont rendu cette initiative possible

ACTEUS, FAMM, Cofinor, meo, STV, play, afel, CANAL+

LES GRANDES MARQUES AUX MEILLEURS PRIX

mobeco

Literie
Matelas - Sommier - et Gamme pour Dos Sensible
TEMPUR - TREGA - DUNLOPILLO - SIMMONS etc.

Canapés
Salons - Angles - Relaxation - Club - en Tissus ou Cuir
STEINER - BUROV - CASANOVA - NEOLOGY etc.

Meubles
Modulaire - Gain de Place - Armoire de Rangement
CELIO - GAUTIER - OZZIO - CALLIGARIS etc.

Convertibles
Couchage Quotidien - Matelas de Grandes Marques
DIVA - CASANOVA - LELEU - COULON etc.

01 42 08 71 00 1/1
Plus de 5 000 m² d'exposition

Paris 13^{ème} 50 Av. d'Italie Paris 16^{ème} 148 Av. de Malakoff Paris 19^{ème} 239 Rue de Belleville

LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

www.mobeco.com